

Discours de Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie

Journée internationale de l'Éducation

Paris, le 24 janvier 2019

(Seul le texte prononcé fait foi)

Excellences,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants d'États et de gouvernements,
Mesdames et Messieurs,
Chers partenaires,
Chers amis,

Ma première allocution officielle en tant que Secrétaire générale de la Francophonie coïncide avec la célébration de la « Journée internationale de l'Éducation ». Il ne s'agit pas là d'un pur hasard de calendrier, car parmi les nombreux défis auxquels notre espace francophone est confronté, il n'en est pas de plus urgent à relever que celui de l'éducation. L'éducation figure en bonne place dans la feuille de route que les Chefs d'État et de gouvernement m'ont confiée au Sommet d'Erevan.

Dans le sillage de mes prédécesseurs, j'entends faire de l'éducation l'une des priorités centrales de mon mandat à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie, en étroite coordination et en parfaite complémentarité avec les Opérateurs de la Francophonie qui œuvrent dans ce domaine, l'Agence universitaire de la Francophonie et l'Université Senghor d'Alexandrie, avec nos Conférences ministérielles, la CONFEMEN et la CONFEJES, mais aussi avec les partenaires techniques et financiers, nationaux et internationaux.

Au premier rang de ces partenaires, l'UNESCO, dont je tiens à saluer ici, les représentants, et en particulier, Mme Florence Migeon, du Secteur de l'Éducation, qui a délivré le message de la Directrice générale, Mme Audrey Azoulay. Nous serons heureux de continuer à travailler avec l'UNESCO, dans ce secteur et dans bien d'autres.

Une éducation inclusive, équitable et de qualité, pour toutes et tous, ne constitue pas seulement un droit humain inaliénable, elle est aussi le gage d'un développement

harmonieux et durable de nos sociétés et de la stabilité de nos pays.

La Communauté internationale, à travers l'Assemblée générale des Nations Unies, ne s'y est pas trompée, en adoptant le 3 décembre dernier la résolution proclamant le 24 janvier « Journée internationale de l'éducation ». C'est bien le rôle de l'éducation en faveur de la paix et comme moteur de développement qui est aujourd'hui célébré partout dans le monde, par toutes ces personnes qui, chacune dans son domaine d'action et avec les moyens dont il dispose, œuvrent inlassablement à l'émergence d'un monde où aucun enfant n'est oublié.

Et je veux rendre hommage en premier lieu à toute la communauté éducative, et en particulier aux enseignantes et aux enseignants, indispensables passeurs de connaissances, qui travaillent parfois dans des conditions difficiles à travers notre espace et à travers le monde.

Je salue aussi les nombreuses associations de la société civile actives dans ce domaine, dont certaines sont représentées aujourd'hui.

Comme l'a souligné Mme Azoulay dans son message, en dédiant une journée à l'éducation, les Nations Unies ont réaffirmé que l'Objectif 4 du Développement Durable, celui qui vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité », joue un rôle essentiel dans la construction de sociétés durables et résilientes, et contribue fortement à la réalisation de tous les autres Objectifs de l'Agenda 2030.

L'espace francophone, vous le savez, est riche de contrastes : dans les 88 pays membres de la Francophonie se côtoient ceux qui figurent parmi les plus riches de la planète, ceux qui sont résolument engagés dans la voie de l'émergence, mais aussi ceux qui comptent parmi les moins avancés. Combien de défis ! Mais aussi, combien d'opportunités !

Notre espace, avec ses 405 millions de jeunes, qui représentent dans beaucoup de nos pays plus de 70% de la population, est un espace de jeunesse. Une jeunesse dynamique, créative, innovante, qui a besoin de formation, d'accompagnement et d'encouragement pour réussir.

À lui seul, notre espace francophone mobilise une part très importante des ressources de l'aide publique internationale dédiée à l'éducation. Car les besoins sont énormes !

Certes, le nombre d'enfants ayant accès à l'éducation primaire et secondaire a considérablement progressé depuis le lancement des Objectifs millénaires du développement et du Cadre de Dakar sur l'éducation pour tous en 2000. Cependant, dans plusieurs pays les moins avancés de notre espace, les taux de scolarisation sont encore très loin d'atteindre l'objectif des 100 %. Plus inquiétant encore, la fréquentation de l'école ne conduit pas toujours à l'appropriation des compétences fondamentales. La dernière enquête du PASEC, le programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN, est là pour en témoigner.

J'ai donc la forte conviction que l'OIF, dans la mesure de ses moyens, peut encore agir davantage pour que tous ses pays puissent offrir à leurs enfants les conditions d'apprentissage qui leur permettront de gagner leur vie et de devenir des individus libres et autonomes, en pleine possession de leur potentiel, ancrés dans leur identité et leur citoyenneté, concernés par les enjeux sociaux et environnementaux auxquels font face nos

sociétés. Car oui, l'avenir des sociétés humaines dépendra de la capacité des jeunes générations à re-penser le monde.

Pour y parvenir, il nous faut investir massivement dans ce capital humain que représentent les jeunes, mobiliser des ressources publiques et privées additionnelles pour garantir une éducation primaire et secondaire à tous les enfants, briser le cycle de l'échec scolaire et du chômage chronique des jeunes, faire sauter les verrous qui cadennassent l'autonomisation des filles.

Mon objectif, pendant mon mandat, est de mobiliser tous les acteurs, dans l'espace francophone et dans le monde, pour que la jeunesse bénéficie pleinement des moyens, des structures, d'enseignants qualifiés, des outils et des environnements d'apprentissage adaptés, qualitatifs et pertinents pour mener sa scolarité et qu'elle jouisse ainsi de son droit le plus fondamental, le droit à l'éducation.

Mon objectif, c'est aussi de faire vivre ce bel outil dont la Francophonie s'est dotée depuis 2016, à Dakar, l'Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation (l'IFEF) afin qu'il fédère pleinement toutes les initiatives et les expertises francophones et qu'il appuie encore plus efficacement les États et gouvernements dans leurs efforts pour améliorer la qualité des systèmes éducatifs et les mettre en adéquation avec le marché du travail. Il en sera question de manière plus détaillée dans la table-ronde qui suit où seront présentés nos programmes phares comme ELAN ou IFADEM.

Avec l'adoption d'une « Stratégie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles », au dernier Sommet d'Erevan, la Francophonie s'est également engagée avec fermeté en faveur de la réduction des inégalités dans l'accès à l'éducation et dans la réussite scolaire.

Cette Stratégie promeut des pratiques éducatives dénuées de stéréotypes sexistes, dès le plus jeune âge et tout au long de la vie et l'achèvement des cycles primaire et secondaire, notamment en milieu rural. Nous savons aussi que les violences faites aux filles en milieu scolaire demeurent un obstacle majeur pour leur maintien à l'école.

La mesure des progrès enregistrés depuis le début des années 2000 est encourageante, comme l'indique le récent « État des lieux sur la scolarisation des filles dans l'espace francophone » qui vous sera présenté plus tard. Mais ce document nous interpelle à plusieurs niveaux pour agir encore plus vigoureusement.

C'est dans l'objectif de partager les expériences réussies dans notre espace francophone pour lutter contre les obstacles à l'éducation des filles que nous avons décidé d'organiser dans les prochains mois une grande conférence internationale sur l'éducation des filles dans l'espace francophone.

Cette rencontre explorera les causes profondes des inégalités, des disparités et des diverses formes d'exclusion et de discrimination qui touchent les filles et les jeunes femmes, et mettra l'accent sur les politiques et les stratégies éducatives qui ont fait leurs preuves en la matière.

À la faveur des discussions, des recommandations, des échanges d'expériences et de

pratiques, émergeront, j'en suis convaincue, des pistes d'action concrètes.

Mesdames et Messieurs,

Par cette Conférence, la Francophonie souhaite apporter sa contribution particulière, quantitative, mais surtout qualitative, aux Objectifs 4 et 5 du Développement durable. Ses résultats contribueront à « Vivre ensemble dans la solidarité, le partage des valeurs humanistes et le respect de la diversité » pour reprendre l'intitulé de la Déclaration d'Erevan.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite à toutes et à tous une excellente Journée internationale de l'Éducation ainsi qu'une très bonne année 2019 !